

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/M/17

26 février 1997

(97-0805)

**Conseil du commerce des marchandises
27 janvier 1997**

COMPTE RENDU DE LA REUNION

Tenue au Centre William Rappard
les 27 janvier et 12 février 1997

Président: M. S. Narayanan (Inde)

L'ordre du jour proposé, reproduit dans le document G/C/W/69, a été adopté avec l'insertion d'un point au titre des "Autres questions".

	<u>Page</u>
1. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales (G/L/140)	1
2. Décision sur le statut des membres de l'OSpT, siégeant à titre personnel (G/C/W/20/Rev.1)	2
3. Facilitation des échanges (paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Singapour) (WT/MIN(96)Dec)	3
4. Accord de libre-échange entre le gouvernement canadien et le gouvernement de l'Etat d'Israël	8
5. Désignation des présidents des organes subsidiaires du Conseil	9
6. Election du Président du Conseil du commerce des marchandises	10
Le point ci-après a été inséré au titre des "Autres questions"	
7. Date de la prochaine réunion	10

Le Président a souhaité la bienvenue aux délégations qui participaient à la réunion, convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/506.

1. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales (G/L/140)
 - 1.1 Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 18 juillet 1996 le Conseil général avait approuvé les "Lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales

intergouvernementales" (annexe 3 du document WT/L/161). Toutefois, la question laissée en suspens concernant la mise au point définitive des accords avec la Banque mondiale et le FMI n'avait été réglée qu'en décembre 1996. Le document G/L/140 contenait une liste des organisations internationales intergouvernementales ayant le statut d'observateur sur une base *ad hoc* au Conseil du commerce des marchandises et de celles dont les demandes de statut d'observateur n'avaient pas encore été examinées. En ce qui concerne la première catégorie, ces organisations avaient présenté des demandes officielles et avaient été invitées à suivre les travaux du Conseil au cours des deux dernières années. A cet égard, le Président a attiré l'attention des Membres sur les accords de l'OMC avec le FMI et la Banque mondiale (WT/L/195). Ces accords prévoyaient que l'OMC inviterait la Banque mondiale et le FMI à envoyer un membre de leurs services aux réunions des organes de l'OMC, y compris les Conseils sectoriels. Il semblait donc qu'en vertu de ces accords ces organisations bénéficiaient déjà du statut d'observateur.

1.2 Le représentant des Etats-Unis a signalé que, selon le paragraphe 4 de l'annexe 3 des Règlements intérieurs des sessions de la Conférence ministérielle et des réunions du Conseil général, les demandes de statut d'observateur devaient être examinées cas par cas, compte tenu de facteurs tels que la réciprocité du point de vue de la possibilité d'assister aux débats, des documents et d'autres aspects du statut d'observateur. Il a demandé qu'il lui soit confirmé que les organisations internationales intergouvernementales, qui demandaient le statut d'observateur et pour lesquelles il n'existait pas d'accord distinct, seraient avisées de la condition expresse selon laquelle l'OMC attendait de ces organisations qu'elles lui accordent le statut d'observateur à titre de réciprocité.

1.3 Le Conseil a pris note des informations et de la déclaration, et a accordé le statut d'observateur à la FAO, au BITV, à l'OCDE, à l'ONU, à la CNUCED et à l'OMD. En outre, il est convenu que ces organisations devraient être avisées de la base sur laquelle le statut d'observateur était accordé et du fait que l'OMC attendait de ces dernières qu'elles lui accordent le statut d'observateur à titre de réciprocité.

1.4 Pour ce qui est de la seconde catégorie d'organisations internationales intergouvernementales (catégorie II, document G/L/140) dont les demandes de statut d'observateur n'avaient pas encore été examinées, le Président a informé le Conseil que certaines de ces organisations avaient eu le statut d'observateur au titre du GATT de 1947.

1.5 Le représentant du Maroc a déclaré que les consultations sur ces demandes devaient se faire sur une base non discriminatoire et que les décisions concernant l'octroi du statut d'observateur ne devaient pas être prises de façon arbitraire.

1.6 Le Conseil a pris note de la déclaration et a autorisé le Président à procéder à des consultations sur ces demandes.

2. Décision sur le statut des membres de l'OSpT, siégeant à titre personnel (G/C/W/20/Rev.1)

2.1 Le Président a indiqué que le 26 juillet 1995 le Président de l'Organe de supervision des textiles (OSpT) avait adressé un courrier au Président du Conseil du commerce des marchandises de l'époque dans lequel figurait ce qui suit:

"A sa dernière réunion, l'Organe de supervision des textiles (OSpT) a adopté officiellement ses procédures de travail."

Lors de l'adoption de ces procédures, l'OSpT a invité son Président à présenter la proposition reproduite ci-après au Conseil du commerce des marchandises pour que celui-ci prenne les mesures appropriées:

"Les Membres de l'OMC qui, conformément à la décision du Conseil général du 31 janvier 1995, nomment les membres de l'OSpT en application de l'article 8:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements acceptent que les membres de l'OSpT siègent à titre personnel et non pas en tant que représentants des gouvernements. En conséquence, ils ne donneront pas d'instructions aux membres de l'OSpT, ni ne chercheront à les influencer, en ce qui concerne les questions soumises à l'OSpT. Les mêmes dispositions s'appliquent aux suppléants."

2.2 Lors de la réunion du Conseil du 31 juillet 1995, le Président de l'époque avait fait état de cette proposition et dit son intention de tenir des consultations à ce sujet. Cette proposition, légèrement modifiée, avait été distribuée sous la cote G/C/W/20. Les consultations n'avaient pas abouti. L'OSpT, au paragraphe 107 de son rapport (G/L/113), adressé au Conseil le 4 octobre 1996, avait évoqué cette question et demandé au Conseil de donner la suite qui convenait à cette proposition. A sa réunion du 15 octobre 1996, le Conseil était convenu que le Président devrait tenir de nouvelles consultations sur ce point en temps utile. Le Conseil avait examiné cette question lors de sa réunion informelle du 14 janvier 1997, et il avait été convenu qu'il adopterait le projet de décision figurant dans le document G/C/W/20, modifié comme suit sur proposition de la Suisse: remplacer à la troisième ligne "les membres de l'OSpT siègent à titre personnel" par "les membres de l'OSpT s'acquittent de leurs fonctions à titre personnel", libellé qui reprend celui utilisé dans l'Accord sur les textiles et les vêtements. La version révisée du projet de décision a été distribuée sous la cote G/C/W/20/Rev.1.

2.3 Le Conseil a adopté le projet de décision sur le statut des membres de l'OSpT, siégeant à titre personnel, qui figure dans le document G/C/W/20/Rev.1.

3. Facilitation des échanges (paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Singapour) (WT/MIN(96)Dec)

3.1 Le Président a rappelé que cette question avait été soulevée pour la première fois au Conseil à sa réunion du 1er novembre 1996. Les Ministres l'avaient examinée à Singapour et avaient chargé le Conseil - au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Singapour - de la mission suivante:

"entreprendre des travaux exploratoires et analytiques, en s'inspirant des travaux des autres organisations internationales compétentes, au sujet de la simplification des procédures commerciales pour voir s'il y a lieu d'établir des règles de l'OMC dans ce domaine".

3.2 Le représentant des Communautés européennes a exprimé sa gratitude pour le soutien accordé à la poursuite de l'examen de cette question tant dans le cadre de la préparation de la Réunion ministérielle de Singapour que lors de la réunion elle-même. Sa délégation estimait que les travaux devaient commencer doucement. La possibilité de créer un groupe de travail ne devait pas être écartée, mais sa délégation pensait que ce n'était pas le moment. Elle souhaitait donc à ce stade que le Secrétariat entreprenne un inventaire des activités menées dans ce domaine par d'autres organisations internationales. Ce travail était une première étape nécessaire en vue d'un examen collectif des questions au sujet desquelles des mesures additionnelles pourraient être nécessaires. Dans cet inventaire, le Secrétariat pourrait examiner les activités menées non seulement par les organisations internationales intergouvernementales, mais également par les organisations non gouvernementales qui avaient aussi entrepris ou menaient actuellement des travaux dans ce domaine (la Chambre de commerce internationale (CCI) par exemple). Sur la base de cet inventaire, les Membres seraient alors en mesure d'examiner comment l'OMC, en tant qu'organe chargé de l'élaboration de règles, pourrait contribuer à ce qui était actuellement entrepris pour faciliter les échanges. La délégation des Communautés européennes tenait à ce que ce travail soit achevé dans un délai de deux à trois mois pour permettre aux Membres d'examiner l'éventuelle suite à y donner bien avant les vacances d'été.

3.3 Le représentant du Mexique a déclaré que les travaux entrepris dans le domaine de la facilitation des échanges profiteraient à tous. Sa délégation souhaitait, comme les Communautés européennes, que le Secrétariat fasse un inventaire descriptif des activités menées par d'autres organisations internationales dans le domaine de la facilitation des échanges. Cela constituerait un premier pas en vue de l'application du paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle. L'intervenant a attiré l'attention sur le fait que les Ministres se référaient dans la Déclaration à "la facilitation des échanges" et à "la simplification des procédures commerciales". Il faudrait donc faire preuve d'une certaine ouverture d'esprit durant cette phase de collecte, de regroupement et de compilation des données. Il serait nécessaire, à un certain stade, d'examiner s'il y a lieu d'établir des règles de l'OMC dans ce domaine. Le facteur temps n'était pas un facteur auquel sa délégation donnerait la priorité. Celle-ci souhaitait par ailleurs attirer l'attention sur le passage ci-après du paragraphe 22 de la Déclaration: "à réduire au minimum la charge pour les délégations, en particulier celles dont les ressources sont plus limitées, et à coordonner les réunions avec celles des organes compétents de la CNUCED". Cet aspect devait être gardé à l'esprit à tous les stades des travaux. Le représentant du Mexique n'avait pas d'objection à ce que des informations soient recueillies auprès d'organisations non gouvernementales, mais cela ne devait pas créer de précédent du point de vue de l'orientation générale des relations de l'OMC avec les organisations non gouvernementales. Parmi les informations émanant de ces organisations, sa délégation estimait que l'inventaire ne devait prendre en considération que celles qui résultaient de conventions établies. Ainsi, il contiendrait des informations sur les effets d'instruments spécifiques et non sur l'opinion des institutions qui gèrent ces instruments.

3.4 Le représentant de Hong Kong a reconnu que des travaux intéressants pourraient être entrepris dans ce domaine. Sa délégation partageait l'opinion selon laquelle il n'était pas nécessaire de créer un groupe de travail à ce stade et il fallait faire preuve d'une certaine ouverture d'esprit. Il ressortait clairement de la Déclaration ministérielle que la première phase des travaux du Conseil serait une phase exploratoire. Il fallait donc rassembler des données et recueillir des informations. En ce qui concerne l'éventuelle participation d'organisations non gouvernementales, la délégation de Hong Kong n'avait pas de point de vue bien arrêté à ce stade, mais elle estimait qu'il fallait trouver le moyen de prendre également en considération l'opinion du secteur privé sur la question.

3.5 Le représentant du Nigeria a accueilli favorablement la proposition des Communautés européennes et s'est associé aux vues exprimées par le Mexique et par Hong Kong. Il souhaitait toutefois faire quelques observations: 1) même si on ne limitait pas l'inventaire des informations sur la facilitation des échanges aux organisations intergouvernementales ou aux organisations non gouvernementales, il était nécessaire d'établir certains paramètres et certaines lignes directrices. Il ressortait clairement du deuxième alinéa du paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle qu'indépendamment du fait que cette première étude factuelle du Secrétariat contienne ou non des conclusions et des recommandations, les travaux déboucheraient sur de telles conclusions et recommandations à un certain stade; 2) il fallait établir un calendrier clair et précis pour l'établissement de l'inventaire; 3) les Membres devaient connaître le plan général que le Secrétariat suivrait et savoir quelles organisations intergouvernementales et non gouvernementales il consulterait, pour pouvoir suivre le processus; 4) durant la collecte des données, il faudrait que le Secrétariat fournisse des informations sur les travaux déjà entrepris ou que des notes informelles ou d'information soient distribuées pour permettre aux Membres de savoir où ils allaient.

3.6 Le représentant de Singapour, prenant la parole au nom des membres de l'ANASE, a déclaré que la proposition des Communautés était pragmatique et raisonnable. Sa délégation reconnaissait qu'à ce stade il n'était pas utile de créer un groupe de travail. Il était préférable de commencer par des travaux exploratoires. Pour ce qui était du calendrier, cela dépendrait des résultats de l'étude. L'intervenant a ajouté que ce serait un travail utile pour tous les Membres.

3.7 Le représentant du Pakistan partageait les points de vue exprimés par les Communautés, le Mexique et Hong Kong. Il pensait que de nombreux travaux intéressants avaient déjà été menés sur la question dans divers cadres, et qu'il serait donc logique de commencer par l'inventaire des travaux déjà réalisés sur ce thème. Cela fait, les Membres pourraient alors se prononcer sur la possibilité d'approfondir ces travaux.

3.8 Le représentant du Maroc s'est associé aux vues exprimées par les Communautés et le Mexique. Cette question exigeait des Membres le plus grand pragmatisme. Elle n'avait guère été débattue avant la réunion de Singapour, probablement en raison du fait que les Membres ne savaient pas exactement ce que recouvrait la notion de facilitation des échanges. C'est pourquoi les travaux exploratoires devraient être menés en gardant à l'esprit dès le départ ce qui avait été réalisé par d'autres organisations internationales ayant une plus grande expérience que l'OMC dans ce domaine. Etant donné que c'était la première fois que l'OMC utilisait cette notion, les Membres devraient être très prudents et très pragmatiques. Comme l'avait suggéré le représentant du Mexique, l'inventaire du Secrétariat devrait être réalisé en faisant preuve *a priori* d'une grande ouverture d'esprit, après quoi il appartiendrait aux Membres de voir comment cette question pourrait être approfondie. Les vacances d'été seraient une bonne échéance pour la conclusion de cette première phase exploratoire.

3.9 Le représentant du Zimbabwe a dit que sa délégation appuyait la proposition visant à ce que le Secrétariat réunisse des informations pour la phase exploratoire des travaux. Il serait toutefois préoccupé si la question de l'éventuel établissement de règles devait être soulevée à ce stade. L'examen de cette question était prématuré durant la phase exploratoire et ne serait entrepris que lorsque l'on aurait réuni suffisamment de données. Selon sa délégation, la deuxième question qui concernait la création d'un groupe de travail ne devait pas du tout être abordée. Sa délégation estimait également qu'il importait d'examiner les travaux à entreprendre avant d'établir un calendrier.

3.10 Le représentant de la Nouvelle-Zélande a appuyé la proposition des Communautés européennes selon laquelle le Secrétariat devrait faire un inventaire descriptif. Sa délégation n'était *a priori* pas certaine que l'OMC ait un rôle à jouer dans le domaine de la facilitation des échanges. En ce qui concerne le calendrier des travaux, les Membres devaient être souples et aucune échéance ne devait être fixée à ce stade.

3.11 Le représentant de l'Egypte a déclaré que le mandat confié par les Ministres au Conseil était clair. Celui-ci avait été chargé d'entreprendre des travaux de deux types, à savoir des travaux exploratoires puis des travaux analytiques. Il n'était pas possible d'entreprendre la deuxième phase sans avoir achevé la première. Comme l'avait indiqué le représentant du Mexique, les Membres devaient faire preuve d'une grande souplesse pour cette question, mais il apparaissait très clairement qu'il ne fallait pas créer de groupe de travail. Trois groupes de travail avaient été déjà créés par la Déclaration ministérielle pour couvrir de nouveaux domaines. Sa délégation et d'autres délégations de pays en développement étaient préoccupées par la multiplication des réunions. Une fois que le Secrétariat aurait achevé son inventaire des travaux menés au sein d'autres organisations internationales compétentes sur la facilitation des échanges, les Membres pourraient décider de la marche à suivre pour les travaux analytiques.

3.12 L'observateur de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a accueilli avec satisfaction la décision prise par le Conseil d'accorder le statut d'observateur à l'OMD. Il a donné l'assurance aux membres du Conseil que ce statut serait assorti d'une entière réciprocité. L'OMD se félicitait de la section de la Déclaration ministérielle sur la facilitation des échanges. Elle s'occupait beaucoup de cette question et cherchait à faire en sorte que les procédures douanières soient appliquées d'une manière très efficace afin que les contrôles à la frontière tiennent compte des besoins du commerce légitime. L'OMD travaillait depuis longtemps à l'harmonisation, à la normalisation et à la simplification des procédures douanières. La Convention de Kyoto, qui vise à harmoniser et à simplifier les procédures

douanières, était entrée en vigueur en 1973. Malheureusement, elle n'avait pas donné les résultats escomptés. Sur les 55 parties à la Convention, dont nombre étaient Membres de l'OMC, la plupart n'avaient adopté qu'une ou deux des 30 annexes qui couvraient les procédures douanières internationales. Par ailleurs, cette convention ayant fait l'objet de près de 1 500 réserves, elle n'avait pas permis une véritable normalisation et harmonisation des procédures commerciales. L'OMD avait entrepris de la réviser, avec le concours d'autres organisations telles que la Chambre de commerce internationale. Elle se félicitait de l'intérêt porté par l'OMC à ce domaine et était disposée à l'aider dans son étude exploratoire. L'observateur de l'OMD espérait que les phases exploratoire et analytique des travaux amèneraient les Membres à la conclusion que des règles étaient nécessaires. L'élaboration de règles sur la facilitation des échanges s'imposait car un nombre croissant d'entreprises considéraient le monde comme un marché unique pour leurs approvisionnements et leurs ventes. Il espérait que ce travail aboutirait à la conclusion d'accords du même type que ceux qui existaient pour l'évaluation en douane et les droits de propriété intellectuelle.

3.13 Le Président, résumant les débats, a déclaré que les deux points qui ressortaient de la discussion étaient les suivants: les travaux devraient commencer doucement et le Secrétariat devrait être chargé de recueillir des informations sur la question de la facilitation des échanges auprès des principales organisations concernées. Il était prématuré à ce stade d'examiner des questions comme celles de la nécessité d'établir un groupe de travail ou de se demander si l'OMC pourrait apporter une contribution utile aux travaux en cours dans le domaine de la facilitation des échanges. S'agissant du calendrier, le Secrétariat avait fixé comme échéance, à titre provisoire, le mois de mai pour achever la collecte des données. Les Membres devraient faire preuve de souplesse à cet égard si cela s'avérait nécessaire. En ce qui concerne les informations recueillies auprès d'organisations non gouvernementales, les Membres estimaient que l'étude devrait prendre en considération les décisions ou les procédures ayant déjà été arrêtées par ces organisations et non les opinions, les points de vue ou les conseils qu'elles pourraient donner.

3.14 Le représentant de l'Argentine considérait que la facilitation des échanges visait à accroître encore le dynamisme des procédures et autres mécanismes du commerce international et à faciliter les échanges dans le secteur privé. C'est pourquoi sa délégation ne voulait pas écarter une idée en raison de sa source. Une idée émanant du secteur privé devrait être jugée en toute objectivité. Le représentant de l'Argentine estimait, comme le représentant du Mexique, qu'il ne fallait pas créer de précédents du point de vue de l'orientation générale des relations de l'OMC avec les organisations non gouvernementales, mais cela ne signifiait pas que les idées du secteur privé doivent être rejetées en raison de leur origine. Ce travail devait permettre d'obtenir les meilleures informations disponibles et de savoir exactement ce que pensait le secteur privé.

3.15 Le représentant du Nigéria a déclaré que les procédures de facilitation des échanges n'étaient pas entièrement inoffensives. Les observations de l'observateur de l'Organisation mondiale des douanes évoquaient les ramifications de cette question. C'est pour cette raison que sa délégation était convaincue que les informations recueillies par le Secrétariat sur les procédures de facilitation des échanges influeraient sur les discussions générales qui se tiendraient inéluctablement sur ce thème, et souhaitait donc vivement que l'on fixe certains paramètres pour les informations que le Secrétariat réunirait sur ces procédures (définition des questions sur lesquelles des informations seraient recueillies). Cela ne nécessitait pas obligatoirement un processus très rigide, mais il fallait que les délégations puissent formuler des observations sur les paramètres que le Secrétariat utiliserait dans cette étude ou proposer de les compléter. Cela permettrait également à sa délégation d'être bien préparée pour les discussions sur la deuxième phase des travaux, c'est-à-dire l'opportunité d'établir des règles dans ce domaine.

3.16 Le représentant de la Corée comprenait les préoccupations exprimées par le représentant du Nigéria au sujet des paramètres devant être utilisés par le Secrétariat dans son inventaire des travaux sur la facilitation des échanges. Il doutait toutefois que le Secrétariat puisse fixer ces paramètres avant

que l'enquête soit achevée; ce point pourrait être examiné ultérieurement. L'essentiel était d'engager des travaux dans le domaine de la facilitation des échanges.

3.17 Le représentant du Mexique a dit que l'inventaire du Secrétariat ne constituerait pas un résultat définitif. Il s'agissait d'une contribution à l'ensemble des travaux sur la facilitation des échanges et sa délégation s'attendrait à ce que ces premiers travaux suscitent des commentaires.

3.18 Le représentant de la Norvège a déclaré qu'aucune définition de l'expression "facilitation des échanges" n'avait été arrêtée et que l'inventaire du Secrétariat devrait être descriptif et établi sans *a priori*. Sa délégation ne voyait pas la nécessité de suivre de près cette phase des travaux.

3.19 Le représentant des Communautés européennes a dit que le Conseil avait été expressément chargé par les Ministres d'entreprendre des travaux exploratoires et analytiques sur la facilitation des échanges. Sa délégation avait proposé que le Secrétariat soit invité à établir un inventaire des travaux actuellement entrepris ou déjà réalisés dans ce domaine par d'autres organisations internationales et à le communiquer aux Membres. Ceux-ci pourraient alors voir si cet inventaire constituait une base adéquate pour la suite des travaux ou quels autres aspects devraient être examinés. La suite des travaux pourrait consister en une étude complémentaire et/ou en une amélioration de l'inventaire des renseignements obtenus. Toutefois, la collecte de ces renseignements ne devait pas être sélective, afin de déboucher sur un tableau aussi complet que possible.

3.20 Le représentant du Pérou a signalé que le mandat relatifs aux travaux à entreprendre dans ce domaine était énoncé au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle et que les travaux initiaux proposés consistaient à faire un inventaire de toutes les informations qui existaient sur ce thème. Il n'était pas question d'élaborer des lignes directrices ni d'établir des priorités.

3.21 Le représentant de l'Argentine a souscrit à l'observation des représentants des Communautés européennes et du Pérou.

3.22 Le représentant du Maroc a déclaré que la solution pourrait consister à demander au Secrétariat de faire un rapport intérimaire sur l'avancement des travaux afin que les Membres puissent avoir une idée de leur orientation générale et, éventuellement, indiquer à ce stade si le Secrétariat était sur la bonne voie et, au besoin, réorienter les travaux.

3.23 Le représentant de Hong Kong avait cru comprendre que le Secrétariat était invité à faire un inventaire pour permettre au Conseil du commerce des marchandises d'entreprendre les travaux qui lui ont été confiés par la Déclaration ministérielle. Comme le représentant du Mexique l'avait fait observer, les délégations auraient la possibilité de revenir sur les informations recueillies par le Secrétariat.

3.24 Le représentant du Nigéria a dit que sa délégation n'était pas opposée à l'idée que le Secrétariat entreprenne des travaux de collecte de données sur les procédures de facilitation des échanges. Néanmoins, elle tenait toujours à disposer d'une liste de points définissant la gamme des procédures de facilitation des échanges sur lesquelles le Secrétariat recueillerait ou aurait recueilli des informations. Sa délégation se réservait le droit de revenir sur cette liste lors d'une réunion ultérieure du Conseil.

3.25 Le représentant des Communautés européennes a déclaré que le Conseil du commerce des marchandises avait été chargé dans la Déclaration ministérielle de Singapour d'entreprendre des travaux dans le domaine de la facilitation des échanges. C'est sur la base de ce mandat que les Membres agissaient et que le Secrétariat était invité à établir un inventaire des activités actuellement entreprises ou déjà réalisées dans ce domaine par d'autres organisations. Cet inventaire servirait à définir les enjeux et la nature des problèmes tels qu'ils étaient perçus par chacune d'elles. Les Membres n'avaient pas

à envisager de modifications ni à émettre de réserves à ce sujet. Une fois cela fait, les Membres devraient examiner, le cas échéant, la suite à donner. Sa délégation n'était pas convaincue que le Secrétariat doive présenter des rapports intérimaires.

3.26 Le représentant de la Nouvelle-Zélande croyait comprendre que le représentant du Nigéria se réservait le droit de revenir sur les aspects de la facilitation des échanges visés par l'enquête du Secrétariat et sur l'approche adoptée dans ce travail. A la prochaine réunion du Conseil, comme cela avait déjà été proposé, le Secrétariat pourrait fournir un rapport intérimaire sur les institutions qu'il avait contactées et donner un aperçu général de l'orientation des travaux à ce stade.

3.27 Le représentant de la Norvège a déclaré que parler d'un inventaire des questions pouvait induire en erreur. Il avait cru comprendre que le Secrétariat avait été chargé de recueillir des informations sur les travaux qui avaient été réalisés par d'autres organisations dans le domaine de la facilitation des échanges, ce qui englobait automatiquement tous les aspects. Il n'allait pas recueillir des informations sur certaines questions uniquement. On pourrait lui demander de présenter un rapport sur l'état d'avancement des travaux ou un rapport intérimaire à un certain stade.

3.28 Le Président a proposé que premièrement le Secrétariat soit chargé d'entreprendre une collecte de données sur les travaux ayant été réalisés ou en cours sur la question de la facilitation des échanges au sein de différentes organisations. Deuxièmement, à sa prochaine réunion officielle, le Conseil serait informé par le Secrétariat des organisations auprès desquelles il aurait déjà recueilli des informations, ainsi que des aspects de la facilitation des échanges sur lesquels ces organisations avaient entrepris ou achevé des travaux. Troisièmement, les résultats de la collecte de données réalisée par le Secrétariat devraient être présentés au Conseil au cours du mois de mai.

3.29 Le Conseil en est ainsi convenu.

4. Accord de libre-échange entre le gouvernement canadien et le gouvernement de l'Etat d'Israël

4.1 Le Président a appelé l'attention sur la notification des Parties (WT/REG31/N/1) à l'accord (WT/REG31/2).

4.2 Le représentant du Canada, prenant la parole au nom des Parties à l'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël, a informé le Conseil que cet accord était entré en vigueur le 1er janvier 1997 et que ses dispositions étaient parfaitement conformes à celles des Accords de l'OMC. Les Parties étaient prêtes à fournir des informations complémentaires si on le leur demandait et coopéreraient pleinement avec le Comité des accords commerciaux régionaux.

4.3 Le Président a proposé que le Comité des accords commerciaux régionaux procède à l'examen de cet accord conformément au mandat suivant:

"Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, l'Accord de libre-échange entre le gouvernement canadien et le gouvernement de l'Etat d'Israël; présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises".

4.4 Il était entendu que les points convenus dont le Président du Conseil du commerce des marchandises avait donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion qu'a tenue le Conseil le 20 février 1995 - reproduits dans le document WT/REG31/1 - s'appliqueraient *mutatis mutandis* à cet examen. Il était également entendu qu'au cours de l'examen il serait dûment tenu compte des différences intrinsèques entre les unions douanières et les zones de libre-échange.

4.5 Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

4.6 Le Conseil est convenu de suspendre la séance et de la reprendre le 7 février 1997 au plus tard afin d'examiner les deux derniers points de l'ordre du jour.

5. Désignation des présidents des organes subsidiaires du Conseil

5.1 Le Conseil a repris sa séance le 12 février 1997. Le Président a rappelé que le Conseil s'était réuni de façon informelle le 6 février 1997, lorsqu'il avait été jugé utile de reporter une nouvelle fois sa réunion officielle qu'il avait prévu de reprendre immédiatement après la réunion du Conseil général du 7 février 1997, afin d'examiner les derniers points (points 5 et 6) de son ordre du jour.

5.2 Le Président a déclaré que les "Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC", reproduites dans le document WT/L/31 et approuvées par le Conseil général le 31 janvier 1995, prévoyaient que le Président du Conseil du commerce des marchandises procéderait aux consultations concernant la désignation des présidents des organes du groupe 6 A) qui comprenait les organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises. Il avait donc procédé à des consultations et avait une liste de personnes à recommander au Conseil pour assurer la présidence des organes suivants:

Comité de l'agriculture	S.E. M. Nestor Osorio Londoño (Colombie)
Comité des pratiques antidumping	M. Kajit Sukhum (Thaïlande)
Comité de l'évaluation en douane	M. Tullio Di Pietro (Italie)
Comité des licences d'importation	M. Tomasz Jodko (Pologne)
Comité de l'accès aux marchés	M. Moha Ouali Tagma (Maroc)
Comité des règles d'origine	Mme Lourdes A. Berrig (Philippines)
Comité des sauvegardes	M. Seiichi Nagatsuka (Japon)
Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires	M. Alex Thiermann (Etats-Unis)
Comité des subventions et des mesures compensatoires	M. Gilles Gauthier (Canada)
Comité des obstacles techniques au commerce (OTC)	M. Timothy H.M. Tong (Hong Kong)
Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce	M. Javier Paulinich (Pérou)
Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat	Mme Vibeke Roosen (Danemark)
Groupe de travail de l'inspection avant expédition	M. Chiedu Osakwe (Nigéria)

5.3 Le Président a fait observer qu' alors que tous les autres organes subsidiaires du Conseil avaient dans leurs accords respectifs ou dans leur règlement intérieur des dispositions les obligeant à élire leur président, ni l' Accord sur l' application des mesures sanitaires et phytosanitaires ni le règlement intérieur du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires ne contenaient de telles dispositions. Les Groupes de travail des entreprises commerciales d'Etat et de l'inspection avant expédition n'avaient pas non plus de règlement intérieur ni de dispositions concernant l'élection des présidents. C'est pourquoi le Président a suggéré que dans le cas du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, du Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat et du Groupe de travail de l'inspection avant expédition, le Conseil désigne les candidats proposés présidents. Pour tous les autres organes subsidiaires, il a suggéré que le Conseil prenne note du consensus qui se dégageait sur les personnes proposées pour l'élection à la présidence.

5.4 Le Conseil en est ainsi convenu.

5.5 Le Président a ajouté qu'il n'avait pas abordé la question des vice-présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises. Il avait cru comprendre qu'il appartenait aux Comités de décider s'ils avaient besoin d'un vice-président lorsque cette possibilité existait, et aux présidents respectifs de procéder à des consultations si tel était le cas.

5.6 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note de la déclaration et est convenu de procéder sur cette base.

6. Election du Président du Conseil du commerce des marchandises

6.1 Le Président a rappelé que le Président du Conseil général avait tenu des consultations informelles au sujet d'une liste de personnes pouvant être désignées à la présidence des différents organes permanents de l'OMC, conformément aux lignes directrices établies pour la désignation des présidents. Les candidatures proposées avaient été approuvées par le Conseil général à sa réunion du 7 février 1997.

6.2 Sur la base de ce qui avait été convenu, le Président a proposé que le Conseil du commerce des marchandises élise S.E. M. l'Ambassadeur Johannessen (Norvège) Président de cet organe par acclamation.

6.3 Le Conseil du commerce des marchandises a élu à l'unanimité M. l'Ambassadeur Johannessen Président du Conseil du commerce des marchandises pour 1997.

7. Date de la prochaine réunion

7.1 Le Conseil a pris note que sa prochaine réunion se tiendrait le 11 mars 1997.